



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CÔNE SUD DE BUENOS AIRES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

N° 38 – Septembre 2021

## En bref – En Argentine, élection rime avec flexibilisation

Le remaniement ministériel de la mi-septembre qui a conduit au changement de plusieurs ministres, à l'exception de Martín Guzmán qui est reconduit à la tête du ministère de l'économie, n'est qu'un signe des nombreux bouleversements causés par la débâche électorale du 12 septembre dernier. Parmi les autres effets du scrutin, se trouvent le relâchement budgétaire et l'assouplissement sans précédent des restrictions sanitaires. Dans le premier cas, le gouvernement a annoncé des mesures tout azimut pour redonner du pouvoir d'achat aux ménages<sup>1</sup>, dans l'espoir de calmer la grogne sociale. Mais ces initiatives qui devraient à court terme bénéficier aux particuliers risquent à moyen terme de relancer l'inflation et d'augmenter les coûts de production. Or, la hausse générale des prix et la perte de productivité pèseront durablement sur la croissance argentine et sur la restauration des finances publiques. En effet, en vertu de l'équivalence ricardienne, les agents économiques pourraient reporter les décisions d'investissement et de consommation par crainte d'un alourdissement à venir de la fiscalité, conséquence du dérapage budgétaire. Sur le front sanitaire, les campagnes de vaccination et électorale permettent à l'Argentine de renouer avec une normalité pré-pandémie. Alors que l'administration d'Alberto Fernandez plaide pour une grande prudence sanitaire, par le biais notamment d'une longue fermeture des frontières et de protocoles stricts (port du masque obligatoire à l'extérieur, jauge pour les événements sociaux et culturels, instauration du couvre-feu, entre autres), le printemps austral s'accompagne d'un relâchement des restrictions sanitaires. Cette flexibilisation devrait permettre à l'économie argentine de rebondir vigoureusement aux 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres, en particulier dans les secteurs sinistrés comme les activités touristiques. En effet, le retour des visiteurs étrangers et des croisières sera particulièrement bénéfique aux hôtels de Buenos Aires, durement touchés par les conséquences de la crise sanitaire. Ces afflux touristiques généreront aussi des entrées de devises, tant nécessaire pour financer l'économie argentine. Reste dès lors à savoir si l'embellie économique et sanitaire des prochains mois se traduira, pour la coalition gouvernementale, par une éclaircie électorale le 14 novembre prochain.

### LE CHIFFRE À RETENIR

# 15,7

Taux d'occupation  
hôtelière en juin 2021

<sup>1</sup> Parmi les mesures annoncées, se trouvent la revalorisation du salaire minimum et des retraites et le relèvement du plafond d'exemption de l'impôt sur les revenus, de 150.000 pesos à 170.000 pesos (soit l'équivalent de 1.440 USD à 1.680 USD au taux de change officiel). Le gouvernement envisage également d'autoriser un 4<sup>ème</sup> versement du revenu familial d'urgence (IFE). Pour rappel, ce dispositif avait été instauré pour soutenir les ménages lors de la crise sanitaire.

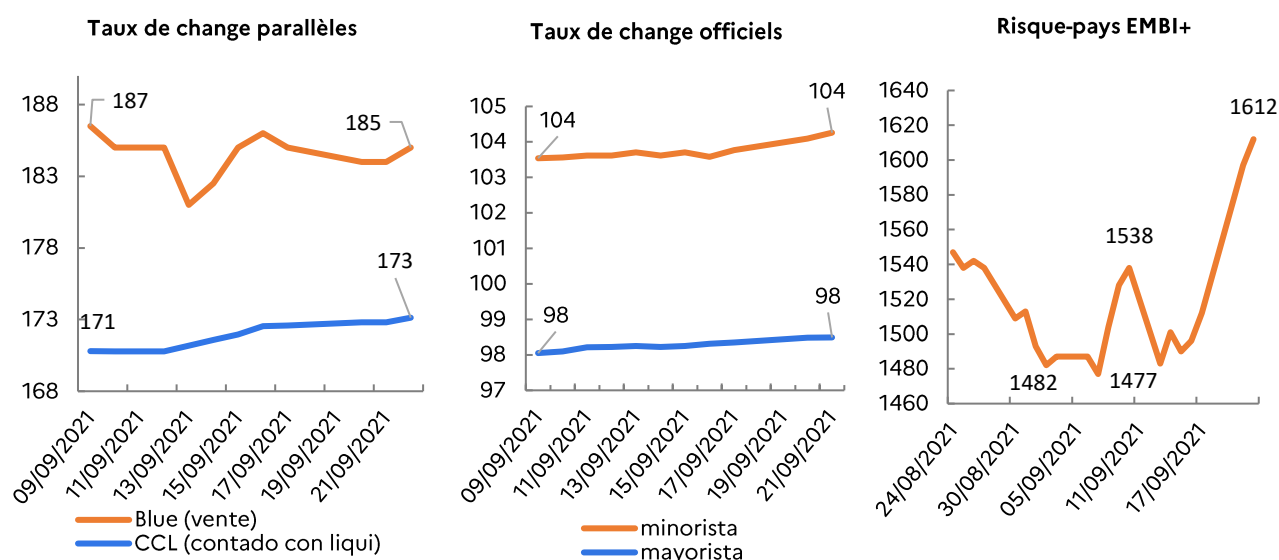
## Zoom sur la situation sanitaire

Evolution de la vaccination

|                  | Pourcentage de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin | Pourcentage de la population complètement vaccinée |
|------------------|---------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
| <b>Argentine</b> | 63,94%                                                              | 45,18%                                             |
| <b>Chili</b>     | 76,93%                                                              | 73,12%                                             |
| <b>Paraguay</b>  | <b>35,34%</b>                                                       | <b>25,63%</b>                                      |
| <b>Uruguay</b>   | <b>77,83%</b>                                                       | <b>73,25%</b>                                      |
|                  |                                                                     |                                                    |
| Amérique du sud  | 59,49%                                                              | 37,84%                                             |
| Brésil           | 68,78%                                                              | 38,45%                                             |
| Colombie         | 49,09%                                                              | 31,52%                                             |
|                  |                                                                     |                                                    |
| France           | 73,57%                                                              | 63,71%                                             |

Source : Our world in data

## Graphiques de la semaine



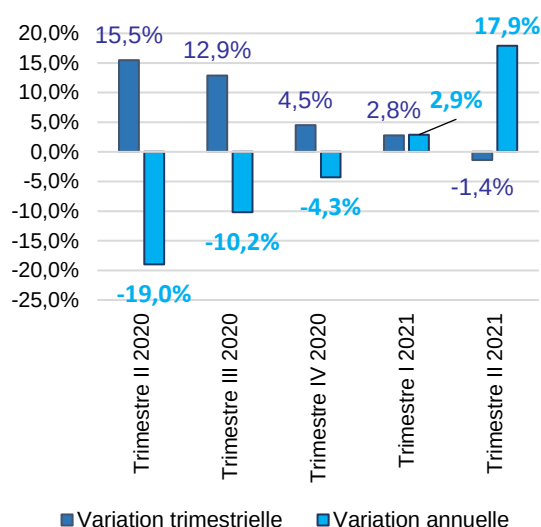


# ARGENTINE

## L'activité ralentit au 2<sup>ème</sup> trimestre, conséquence du durcissement des restrictions sanitaires

Sans surprise, l'activité recule au 2<sup>ème</sup> trimestre (-1,4 % sur trois mois, en désaisonnalisé) sous les effets du durcissement des mesures sanitaires à partir d'avril. Du côté de la demande, la consommation privée (69,6 % du PIB) et publique (13,4 % du PIB) est particulièrement atone (respectivement +1,1 % et +0,5 % en glissement trimestriel) mais fait mieux que la formation brute de capital fixe (18,8 % du PIB) qui stagne. Par contre, le commerce extérieur des biens et services reste bien orienté grâce au dynamisme des exportations (20,3 % du PIB) et des importations (22,6 % du PIB) qui progressent respectivement de +5,7 % et +5,4 % sur trois mois.

Evolution de l'activité, en variations trimestrielle et annuelle



INDEC/SER Buenos Aires

A la faveur de l'allègement des mesures de précaution visant à préserver la santé, l'activité pourrait rebondir mécaniquement au 3<sup>ème</sup> trimestre et rester vigoureuse au 4<sup>ème</sup> trimestre grâce à la normalisation de la situation sanitaire. La réouverture des frontières qui permettra aux visiteurs étrangers de revenir en Argentine, sous condition d'avoir un schéma complet de vaccination, ce qui devrait relancer le secteur hôtelier de Buenos Aires, particulièrement sinistré par la crise sanitaire (taux d'occupation à seulement 14,8 % en juin). De même, Ushuaia devrait bénéficier de la reprise des croisières vers la péninsule antarctique après une saison perdue en 2020. Dès lors, sur l'ensemble de l'année, les hypothèses budgétaires tablent sur une croissance de 8 % qui retomberait ensuite à 4 % en 2022.

En rythme annuel, l'activité enregistre un rebond spectaculaire (+17,9 %), conséquence de l'effet statistique. Du côté de l'offre, l'agriculture et l'élevage recule de -3,9 %, en raison d'une activité relativement normale en 2020, tandis que les secteurs affectés par les restrictions sanitaires enregistrent d'importants rebonds, à l'instar des services à la personne (+113,8 %), l'hôtellerie et la restauration (+90,3 %), la construction (+84,2 %) et l'industrie manufacturière (+32,4 %).

## Le compte courant enregistre un confortable excédent au 2<sup>ème</sup> trimestre

Le compte courant de la balance des paiements affiche un excédent de 2,7 Mds USD (0,6 % du PIB) au 2<sup>ème</sup> trimestre, après 541 MUSD le trimestre précédent (0,1 % du PIB) et un solde négatif de -1,2 Md USD à la fin décembre (-0,3 % du PIB).



Ces bons chiffres s'expliquent par l'excédent de la balance commerciale des biens et services (4,5 Mds USD), des revenus secondaires (479 MUSD) et du compte de capital (87 MUSD) qui a plus que compensé le déficit observé dans les revenus primaires (-2,2 Mds USD).

S'agissant du compte financier (2,5 Mds USD), les investissements directs enregistrent des entrées nettes (-1 Md USD) contrairement aux investissements de portefeuille qui affichent des sorties de capitaux (1,3 Md USD). Conséquence de ces mouvements dans la balance des paiements, les avoirs de réserve augmentent de 2,8 Mds USD pour atteindre 42,4 Mds USD au 30 juin 2021.

Sur la période, la position extérieure nette de l'Argentine est créditrice à 127,4 Mds USD, soit 32,8 % du PIB. La dette extérieure nette s'élève à 269,1 Mds USD (69,3 %), dont 25,5 Mds USD pour la Banque centrale. Elle baisse de 324 MUSD par rapport au trimestre précédent grâce notamment aux amortissements des titres publics de court terme (-1 Md USD). Les engagements extérieurs sont principalement libellés en dollars (66 %), en euros (5 %) et en pesos (3 %).

### Le juge confirme le bienfondé des droits de douane appliqués par les États-Unis sur le biodiesel argentin

La cour américaine de commerce international a confirmé le bienfondé du maintien de droits de douane dissuasifs sur le biodiesel argentin.

En septembre 2017, des droits de douane provisoires sur les importations de biodiesel argentin (57 %) avaient été mis en place pour cause de dumping présumé. La mesure avait

été officialisée en janvier 2018 avec la création de droits de douane à hauteur de 72,28 %. A cette époque, l'Argentine avait demandé au ministère du Commerce de réviser la mesure. Le ministère américain du Commerce avait argué que les droits d'exportation argentins sur le soja (30 %) produisaient une baisse des prix sur le marché local, ce qui favorisait l'industrie de transformation argentine qui pouvait acheter la matière première à un prix inférieur (-40 %) au marché mondial.

En 2020, le gouvernement argentin avait porté plainte auprès de la Cour américaine du commerce international sous prétexte que les accusations de dumping étaient désormais infondées en raison des changements intervenus dans le régime fiscal à l'exportation du soja et de ses dérivés.

Suite à la décision de la cour américaine, le gouvernement argentin envisage de faire appel afin de retrouver un accès sans pénalité au marché américain qui représentait 45 % de la production nationale en 2016 (1,5 million de tonnes exportées à cette date pour l'équivalent de 1,14 Md USD).

### L'Argentine honore l'échéance de septembre due au FMI

La Banque centrale argentine (BCRA) a confirmé ce mercredi 22 septembre le paiement de 1,9 Md USD dus au Fonds monétaire international (FMI), entraînant une chute équivalente des réserves, qui se situent désormais à 43,2 Mds USD, contre 46,2 Mds USD au 31 août 2021. Ce remboursement, tout comme ceux attendus à la fin du mois de décembre, a été effectué grâce aux droits de tirage spéciaux (DTS), versés en août dernier par le FMI dans le cadre de l'allocation exceptionnelle visant à

soutenir les Etats dans leurs efforts contre la crise sanitaire.

## Réforme express du système des retraites ?

## CHILI

### Subvention publique chilienne sur le GH2: trois entreprises françaises parmi les 10 présélectionnées

Trois entreprises françaises (Air Liquide, Engie et Hydrogène de France) figurent parmi les 10 présélectionnées au premier appel à projets sur l'hydrogène vert (GH2) organisé par l'organisme public chilien en charge de l'innovation, Corfo (Corporación de Fomento de la Producción).

Bien que la dotation de seulement 50 MUSD de subventions au total puisse paraître dérisoire au vu des enjeux et des perspectives liées au GH2, cet appel à projets est très remarqué dans la mesure où l'Etat chilien se livre très rarement à ce type d'exercice et laisse généralement les forces du marché agir sans aide publique.

Les trois acteurs français feront face à d'autres poids lourds, notamment européens (Enel Green Power, Linde et Copenhagen Infrastructure Energy Transition), ainsi qu'à des acteurs locaux (GNL Quintero, Imelsa Energia, Sociedad de Inversiones Albatros et CAP). Corfo précise que les projets sont d'une capacité moyenne de 20 MW et sont géographiquement distribués tout au long du territoire chilien : Atacama, Antofagasta, Valparaíso, Biobío, Aysén et Magallanes. Les lauréats seront annoncés dans quelques mois.

Respectant un engagement plusieurs fois répété durant le premier semestre et après l'avoir annoncé en marge de sa visite en Europe il y a deux semaines, le président Sebastián Piñera vient d'envoyer au parlement un projet de réforme partielle des retraites.

Mesuré dans son ambition mais en phase avec les attentes de la société, le texte prévoit notamment d'augmenter le minimum retraite de 164.000 pesos (178 euros) à 178.000 pesos (193 euros), « de façon à ce que tous les retraités perçoivent une pension supérieure au seuil de pauvreté », et surtout, d'étendre la couverture de ce minimum retraite à 80 % de la population la plus défavorisée, au lieu de 60 % actuellement.

Cette réforme, dont le coût est estimé à 1,1 Md USD par an, serait financée par l'Etat, via l'élimination et/ou la réduction de cinq exonérations fiscales. Pour rappel, un projet plus vaste de réforme des retraites est bloqué depuis près de deux ans au Sénat en l'absence d'accord entre le gouvernement et l'opposition (majoritaire au Parlement) concernant la répartition d'une nouvelle cotisation patronale de 6 %. L'exécutif souhaite que 3 % soient versés sur un fonds d'épargne commun et les 3 % restants sur le fonds d'épargne individuelle de chaque actif, tandis que l'opposition aspire à ce que l'intégralité de ces 6 % soit versée sur un fonds commun.



## PARAGUAY

### En réaction à l'augmentation de l'inflation en août, la Banque centrale relève à nouveau le taux directeur

Le comité de politique monétaire de la Banque centrale du Paraguay a relevé le taux directeur de 0,5 point de pourcentage (p.p) pour atteindre 1,5 %. Cette décision s'explique par le retour de l'inflation qui atteint 5,6 % en août, un niveau supérieur à l'objectif de 4 % fixé par la Banque centrale.

Cette surchauffe s'explique notamment par la reprise de l'activité économique, permise par l'amélioration de la situation sanitaire, et le renchérissement des prix de l'énergie et du fret maritime.

## URUGUAY

### L'ANCAP cherche un partenaire pour sa filière ciment

Le président de la république, Luis Lacalle Pou, a annoncé que l'ANCAP (entreprise publique de combustibles, alcools et ciments) recherchait un partenaire privé pour son activité de production et commercialisation des ciments portland et de la chaux, qui serait déficitaire depuis 10 ans (pertes estimées à près de 10 MUSD). Sur le seul premier semestre de 2021, la filiale a affiché un déficit de 1,1 MUSD.

Le président de l'ANCAP, Alejandro Stipanovic, a déclaré qu'un appel d'offres serait organisé pour réaliser cette opération. Dans la perspective de son élaboration, une série de consultations et d'échanges avec les entreprises intéressées auraient lieu dans les

prochains mois. Cinq entreprises pourraient être intéressées : la franco-suisse Holcim, l'argentine Loma Negra, Cementos Artigas, société qui a pour partenaire à Votorantim, l'une des dix plus grandes entreprises de fabrication de ciment au monde, le groupe brésilien Molins et Cielo Azul, et une entreprise du groupe d'investissement brésilien qui a récemment inauguré sa nouvelle usine dans le département uruguayen de Treinta y Tres.

### Durant son déplacement aux Etats-Unis, le président Luis Lacalle Pou a invité les investisseurs nord-américains à investir massivement en Uruguay

En marge de l'Assemblée générale des Nations unies, le président Luis Lacalle Pou, accompagné par la ministre de l'Economie Azucena Arbeleche et son homologue des Affaires étrangères Francisco Bustillo, s'est entretenu avec les représentants de fonds d'investissements américains pour notamment les inciter à investir en Uruguay.

En effet l'Uruguay met en avant ses nombreux atouts, notamment son ouverture à l'international, sa stabilité institutionnelle et ses avancées sociales, pour attirer des investisseurs étrangers. Ainsi, grâce à la prévisibilité de son administration et de son excellent classement international dans le climat des affaires, en particulier dans le faible niveau de corruption (au 1<sup>er</sup> rang en Amérique du Sud selon Transparency International), l'Uruguay est devenu l'un des pays les plus attractifs de la région.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Jean-François Michel, Service économique régional  
de Buenos Aires, Ambassade de France en  
Argentine

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago. Avec le concours des  
ambassades de France au Paraguay et en Uruguay

Pour s'abonner :  
Compte Twitter :

[julie.veguer@dgtresor.gouv.fr](mailto:julie.veguer@dgtresor.gouv.fr)  
[@TresorArgentina](https://twitter.com/TresorArgentina)